

**Assemblée générale**

Distr. générale
25 septembre 2020
Français
Original : chinois

Soixante-quinzième session

Point 8 de l'ordre du jour

Débat général

**Lettre datée du 23 septembre 2020, adressée au Secrétaire
général par le Représentant permanent de la Chine
auprès de l'Organisation des Nations Unies**

J'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint le texte de la déclaration écrite rédigée par la Mission permanente de la République populaire de Chine auprès de l'Organisation des Nations Unies au titre de son droit de réponse aux observations faites par le Président des États-Unis d'Amérique, Donald Trump, devant l'Assemblée générale le 22 septembre 2020 (voir annexe).

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de son annexe comme document officiel de l'Assemblée générale, au titre du point 8 de l'ordre du jour.

L'Ambassadeur, Représentant permanent
de la République populaire de Chine
auprès de l'Organisation des Nations Unies
(Signé) **Zhang Jun**



**Annexe à la lettre datée du 23 septembre 2020 adressée
au Secrétaire général par le Représentant permanent de la Chine
auprès de l'Organisation des Nations Unies**

[Original : chinois]

**Déclaration rédigée au titre du droit de réponse aux observations
que le Président des États-Unis d'Amérique, Donald Trump,
a faites sur la Chine lors du débat général de la soixante-
quinzième session de l'Assemblée générale**

Lors du débat général de la soixante-quinzième session de l'Assemblée générale, les États-Unis d'Amérique ont attaqué et calomnié la Chine, faisant fi de faits fondamentaux, ce à quoi la Chine s'oppose fermement.

L'humanité est confrontée aux difficultés extrêmes que pose la maladie à coronavirus (COVID-19) et aux graves menaces que constituent l'unilatéralisme, le protectionnisme et les pratiques d'intimidation. Le monde est à la croisée des chemins. Aujourd'hui plus que jamais, il nous faut faire preuve d'unité, de coopération et de confiance mutuelle, au lieu de céder à la confrontation et de propager le « virus politique ».

Le nouveau coronavirus est l'ennemi commun de l'humanité. Il s'agit d'un agent infectieux inconnu émanant du milieu naturel qui peut se propager au sein de la population humaine à tout moment et en tout lieu. La Chine est une victime du virus et contribue à la lutte mondiale contre celui-ci. C'est elle qui, aussitôt qu'elle l'a pu, a signalé l'épidémie, identifié l'agent pathogène et communiqué sa séquence génétique au monde entier. Quand la transmission interhumaine a été confirmée, la Chine a immédiatement pris la décision catégorique de fermer toutes les voies de sortie de Wuhan. Les mesures de fermeture les plus strictes ont été imposées sur les voies de sortie de la ville de Wuhan et de la province du Hubei, et un contrôle de la circulation a été mis en place. Les autorités douanières chinoises ont rapidement interdit, conformément à la loi, les voyages à l'étranger des citoyens chinois appartenant à quatre catégories, à savoir les cas confirmés, les cas suspects, les personnes ayant eu des contacts directs avec des individus des deux catégories précédentes et les personnes fiévreuses. Lorsque la Chine a fermé les voies de sortie de Wuhan, le 23 janvier, seuls neuf cas confirmés avaient été recensés en dehors du pays, dont un seul aux États-Unis d'Amérique. Le 31 janvier, les États-Unis ont suspendu leurs liaisons aériennes directes avec la Chine. Le 2 février, quand ils ont fermé leurs frontières à tous les citoyens chinois, seule une douzaine de cas confirmés avaient été signalés sur leur territoire. Chaque étape de la riposte que la Chine a menée face à l'épidémie a été ouverte et transparente. La chronologie des événements est claire, et les faits et données parlent d'eux-mêmes.

Pays développé doté de la technologie médicale la plus avancée au monde, les États-Unis sont néanmoins devenus le pays le plus sévèrement touché de la planète, comptant plus de 6 millions de cas confirmés et 200 000 décès. Les raisons qui sous-tendent cette situation incitent à la réflexion. En menant une campagne de diffamation contre la Chine au sujet de la COVID-19, les États-Unis tentent de lui faire porter la responsabilité de leur mauvaise gestion de l'épidémie. Ils ont également lancé des attaques arbitraires contre l'Organisation mondiale de la santé (OMS) et se sont retirés de cette entité, mettant ainsi en péril la coopération mondiale contre les épidémies, causant du tort aux populations du monde entier et faisant payer un lourd tribut à leur propre population. Les États-Unis doivent dès à présent renoncer à la manipulation politique, cesser d'estampiller ou de politiser le virus, se concentrer sur la lutte contre l'épidémie sur leur territoire, et aider l'ONU et l'OMS à remplir leur mission.

En ce qui concerne les changements climatiques et la protection de l'environnement, la Chine a activement endossé des responsabilités internationales compatibles avec son propre stade de développement et ses conditions nationales, et a adopté une série de politiques et de mesures. Les résultats obtenus sont largement reconnus. La Chine a atteint ses objectifs climatiques pour 2020 avec deux ans d'avance, ce qui constitue une contribution majeure à la riposte mondiale aux changements climatiques. Les combustibles non fossiles représentent aujourd'hui près de 15 % de sa consommation énergétique totale. Sur le plan mondial, la Chine génère 30 % de la puissance installée à partir de sources d'énergie renouvelables, ce qui représente 44 % de la hausse dans ce domaine. Son parc de véhicules fonctionnant grâce à de nouvelles sources d'énergie représente plus de la moitié du parc mondial. Depuis 2000, la Chine a contribué à hauteur de 25 % à l'augmentation des zones de boisement dans le monde. Le président Xi Jinping vient d'annoncer, lors du débat général de la soixante-quatrième session de l'Assemblée générale, que la Chine actualiserait et renforcerait ses objectifs de contribution déterminée au niveau national, mettrait en place des politiques et des mesures plus fortes, et s'efforcerait d'atteindre son pic d'émissions de CO₂ avant 2030 et une neutralité carbone avant 2060. Ces objectifs cadrent avec l'idée d'un monde dynamique, propre et beau, auquel la Chine aspire et qu'elle entend bâtir en participant à des efforts conjoints et en s'engageant en faveur d'une communauté qui envisage un avenir commun pour l'humanité.

La Chine participe activement à la gouvernance mondiale du climat. Elle est l'un des premiers signataires de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques et a contribué de façon notable à l'adoption du protocole de Kyoto, de l'Accord de Paris et des directives de mise en œuvre correspondantes. Grâce aux efforts conjugués de la Chine et des autres parties, les participants à la Conférence des Nations Unies sur les changements climatiques, qui s'est tenue en 2019 à Madrid, ont adopté une série de décisions réaffirmant l'attachement au multilatéralisme et le consensus des parties sur la gouvernance climatique, ce qui a jeté des bases propices à des négociations ultérieures.

Les États-Unis, principal émetteur mondial de gaz à effet de serre en termes cumulés, n'ont pas ratifié le protocole de Kyoto ; qui plus est, ils se sont retirés de l'accord de Paris. Ils ont rejeté les objectifs chiffrés contraignants de réduction des émissions au niveau national et ont refusé de prendre ne serait-ce que des mesures minimales pour protéger la planète. Ce faisant, ils se sont complètement désolidarisés du système et des dispositifs mondiaux de régulation des émissions de CO₂ et ont sensiblement freiné des processus mondiaux tels que la réduction des émissions et le développement vert et sobre en carbone. Les États-Unis sont le premier exportateur mondial de déchets solides et affichent un taux élevé de consommation de plastique par habitant. Cependant, ils ont refusé de ratifier la Convention de Bâle et ont entravé le processus de gouvernance mondiale sur les déchets plastiques. Par ailleurs, ils ont expédié d'énormes quantités de déchets vers des pays en développement, causant des dégâts considérables pour l'environnement local et mondial. Aussi les États-Unis sont-ils mal placés pour faire des reproches à d'autres pays.

Adoptant des postures unilatérales et s'adonnant à des pratiques d'intimidation, les États-Unis continuent de se retirer des organisations et des traités internationaux, sapant gravement le système international centré sur l'ONU et l'ordre fondé sur le droit international. Ils font des démonstrations de force dans de nombreuses régions du monde, en s'immisçant de manière flagrante dans les affaires intérieures d'autres pays et en déclenchant des « révolutions de couleur », mettant ainsi en péril la paix et la stabilité régionales. En rétablissant la « logique de guerre froide » et en alimentant la confrontation idéologique, ils poussent le monde vers une situation périlleuse. En prônant l'antimondialisation, les États-Unis érigent des barrières protectionnistes et

perturbent les chaînes d'approvisionnement et les circuits industriels mondiaux. Ils brandissent le grand bâton des sanctions unilatérales, en imposant compulsivement des restrictions et des interdictions aux sociétés étrangères, et en tentant de stopper artificiellement les flux internationaux de capitaux, de technologies, de produits, d'entreprises et de personnel. Tous ces procédés constituent une grave menace pour la paix et la sécurité internationales.

Nous exhortons les États-Unis à se pencher sur leurs propres problèmes, à changer de cap et à agir davantage dans l'intérêt de la paix et du développement dans le monde, au lieu de s'engager plus encore sur la voie de l'unilatéralisme et de l'hégémonie.
